

TRAVAIL ÉDUCATIF ET SOCIAL ET PRÉCARITÉ

Par Jean Blairon

Le service d'Aide en Milieu Ouvert (AMO) Plan J de Tubize a organisé pour fêter ses vingt ans un « débat politique » ayant pour thème « L'aide à la jeunesse aux temps des crises financières et de l'austérité ».

Nous avons été invité à conclure les échanges. Nous livrons ici une retranscription de cette intervention qui n'évoque pas le concret de ceux-ci, mais essaie de monter en généralité par rapport à la question posée.

Penser la situation d'un secteur du travail éducatif et social par rapport aux politiques qui organisent l'austérité est une question difficile pour au moins deux raisons.

D'abord, il n'est pas simple d'enchaîner des constats qui portent sur le niveau des structures ou si l'on préfère des politiques structurelles et d'autres qui portent sur les interactions, par exemple le rapport professionnels/bénéficiaires qui se construit dans l'action ; l'espace intermédiaire qui unit et sépare le niveau des mécanismes structurels et le niveau des pratiques n'est pas simple à baliser.

Ensuite, raisonner sur les conséquences sur nos actions des changements de structure nous expose directement à la tentation dans laquelle tombent souvent les groupes sociaux intermédiaires (comme les membres de la classe moyenne qui n'appartiennent pas aux groupes sociaux dominants ni aux groupes ultra-dominés) : raisonner en termes de « Ni-Ni ».

Cette tentation consiste, d'une part à refuser les transformations de rôles qui sont requises par les changements de structure et d'autre part à considérer qu'on ne peut pas peser sur ceux-ci : on se déclare « pas dupes », mais on se considère comme inéluctablement soumis.

La position « Ni-Ni » produit un doute sur la légitimité de l'action (avons-nous raison de continuer à faire ce que nous récusons sans le refuser ?) qui vient souvent alourdir considérablement le poids des effets produits par les changements de structure.

Le sens de mon intervention est de tenter de mettre en doute le doute sur le sens qui est produit par la tentation « Ni-Ni », qui est aussi une manière particulière d'enchaîner (en les déclarant non articulables) les constats qui portent sur le niveau des structures et ceux qui portent sur les pratiques des agents.

L'image du « sparadrap » sert souvent de véhicule à ce type de raisonnement, en connotant l'inutilité d'interventions sociales.

J'aimerais rappeler que Joseph Lieutaud, dans son *Précis de la matière médicale* publié en 1776 évoque des « emplâtres diapalme, de diachylon et de céruse » que l'on fait liquéfier en y ajoutant de l'iris de Florence en poudre ; on « y trempe des morceaux de toile un peu usées ; on dit que ces toiles, que l'on connaît sous le nom de sparadrap, et qui sont de l'usage le plus familier, sont émollientes, résolutives et maturatives. »

Le sparadrap ferait merveille sur les ulcères et l'on cite la vertu de semblables emplâtres placés sur la jambe du Roi qui l'auraient guérie.

Avec un peu d'humour, on peut penser qu'ils seraient efficaces pour apporter à des travailleurs ulcérés les résolutions et maturations qu'ils demandent et espèrent.

LA PRÉCARITÉ, DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le thème et le titre de notre rencontre, centrée sur la question de la précarité, ne peut que nous faire penser à un texte de Pierre Bourdieu « La précarité est aujourd'hui partout »¹.

Sa définition a l'effet immédiat de ne pas parler que des bénéficiaires et de ne pas se restreindre au secteur socio-éducatif.

On peut résumer l'argument du sociologue en disant que la précarité est le résultat d'un **mode de domination qui s'exerce par l'insécurité**.

Dans le monde du travail, l'insécurité est produite par l'exacerbation de la concurrence externe (un pays contre un autre) mais aussi interne (une filiale contre une autre, une équipe contre une autre...). Cette concurrence interne sciemment produite est aussi introduite dans le travail social et éducatif lorsqu'il s'agit de se demander sur qui on fera porter les économies, entre les secteurs et parfois à l'intérieur d'un secteur donné.

Mais l'insécurité est aussi le résultat d'attaques permanentes portées contre tous les collectifs : collectifs de travailleurs, syndicats, associations, mais aussi réduction des opportunités d'actions collectives et enfin familles (les comparaisons entre pairs au niveau de la consommation, par exemple, peuvent produire des tensions importantes dans le collectif familial, sans parler des contraintes subies qui sont réintroduites à l'intérieur de ce collectif par fatigue, désespérance ou désarroi).

Enfin, l'insécurité est aussi celle des personnes stigmatisées (parce qu'elles n'ont pas d'emploi, parce qu'elles portent les signes de leurs difficultés, parce qu'elles sont représentées comme une charge insupportable pour la société et qu'elles sont supposées se complaire dans ce « profit » ...) : jamais une personne stigmatisée n'est assurée d'être acceptée réellement dans le cercle des « normaux » et ce flottement est insupportable à vivre.

Le travail social et éducatif est certainement concerné directement par une partie des attaques contre les collectifs et par la lutte contre la stigmatisation. Replacer ces missions dans un ensemble politique plus large serait probablement de nature à en changer la perception.

COMBATTRE LA PRÉCARITÉ

Pierre Bourdieu est très clair sur la possibilité de mener ce combat.

« Il me semble donc que ce qui est présenté comme un régime économique régi par les lois inflexibles d'une sorte de nature sociale est en réalité un *régime politique* qui ne peut s'instaurer qu'avec la complicité active ou passive des pouvoirs proprement politiques.

Contre ce régime politique, la lutte politique est possible. »²

1 P. Bourdieu, « La précarité est aujourd'hui partout », in *Contre-feux 1, Propos pour résister à l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998, pp. 95 et sq.

2 *Ibidem*, p. 100.

Pierre Bourdieu indique deux voies articulées.

« Elle (la lutte politique) peut se donner pour fin d'abord, comme l'action caritative ou caritativo-militante, d'encourager les victimes de l'exploitation, tous les précaires actuels et potentiels, à **travailler en commun** contre les effets destructeurs de la précarité (en les aidant à vivre, à « tenir », à se tenir, à sauver leur dignité, à résister à la déstructuration, à la dégradation de l'image de soi, à l'aliénation). »

Ensuite, il nous invite à travailler à des mobilisations à l'échelle internationale, « au niveau même où s'exercent les effets de la politique de précarisation », notamment en luttant pour une réduction très significative du temps de travail, rendant possible sa redistribution.

L'engagement militant dans le travail éducatif et social, qui conduit non seulement à aider les personnes précarisées, mais aussi à leur permettre de travailler en commun contre les effets destructeurs de la précarité, n'est donc pas d'office un palliatif auquel il faudrait peut-être renoncer : ce peut être le premier volet d'une action politique.

Pour ce qui est du second - la mobilisation contre les politiques de précarité, qui est indissociable du premier - reconnaissons qu'il n'est pas facile, mais que de nombreuses tentatives se font en permanence et qu'elles réussissent à se faire entendre même si elles peuvent paraître balbutiantes ou fragiles.

Pour un certain nombre d'associations, dont les associations d'aide en milieu ouvert (AMO) comme celle qui nous accueille aujourd'hui, ce second volet de l'action fait partie de leurs missions. Mais peut-être faudrait-il réfléchir aux difficultés intrinsèques que l'exercice de pareille mission peut rencontrer.

Constatons d'abord que ce second volet de l'action politique recouvre en réalité trois dimensions au moins : la mobilisation proprement dite (notamment la mise en œuvre d'actions collectives par et pour les bénéficiaires) ; les alliances nécessaires (peser sur un rapport de force défavorable implique une coalition d'acteurs bien au-delà de son secteur propre) ; l'interpellation (pour obtenir la mise à l'agenda politique de transformations de la situation).

Plusieurs difficultés sont propres à cette tri-dimensionnalité.

a) En premier lieu, il peut arriver que la mobilisation et l'interpellation portent sur un allié potentiel, qui peut éprouver quelque difficulté, dès lors, à saisir le sens du jeu dans lequel il se trouve. Ignorer cette difficulté en reportant sur l'allié/interpellé le soin de comprendre seul les méandres du jeu dans lequel on l'a plongé n'est peut-être pas de bonne politique. La situation-type est le rapport école/AMO, où l'AMO peut passer sans transition d'une action de soutien à une action d'« interpellation » qui peut être vécue comme une dénonciation.

b) En second lieu, l'acteur qui prend l'initiative d'une action politique devrait refuser la facilité de faire porter à chaque acteur le poids entier du système dans lequel il est inscrit (et contre lequel il s'efforce probablement aussi de lutter) : chaque enseignant n'équivaut pas au « système scolaire », chaque travailleur social n'est pas d'office entièrement assimilable à l'Etat Social Actif qui le contraint.

Les coalitions d'acteurs peuvent aussi se construire à partir du bas ; pour cela, il faut accepter la dissociation partielle possible du système (ou de la représentation que l'on s'en fait) et de l'acteur.

c) En troisième lieu, chacun devrait peut-être s'astreindre à une prise de distance par rapport à une lecture monolithique de la situation des autres ; les raisonnements qui opèrent des

amalgames en se référant au « politique », aux « partis », voire à l'un d'entre eux sous-estiment souvent les contradictions qui traversent les acteurs et le champ dans lequel ils évoluent. Par exemple, ce qu'on appelle un « parti » est souvent le résultat changeant de luttes d'influence qui se jouent en sens divers pour aboutir à une « position » qu'on aurait tort de considérer sous le mode de « l'essence » intangible.

d) Une quatrième question porte sur la position que l'on adopte pour chercher à se donner un « pouvoir d'agir » : se considère-t-on comme faisant partie du champ sur lequel on fait porter l'interrogation ou s'octroie-t-on une sorte d'extra-territorialité qui autorise tous les jugements (y compris de valeur) ? Les AMO, par exemple, considèrent-elles qu'elles font partie du champ éducatif et qu'elles sont dès lors partie prenante des relations d'inter-dépendance qui les caractérisent ou se représentent-elles comme appartenant à un « ailleurs » à partir duquel elles adoptent une position d'observateur en quelque sorte indépendant ?

e) Enfin, il semble essentiel d'apprendre à nommer des enjeux communs là où règne la tentation de la division. Par exemple, il peut être utile de saisir les articulations entre les combats pour les services publics (et le désintéressement qu'ils incarnent), les institutions (et leur capacité à se porter au-dessus de la mêlée des intérêts et des passions), le sens et les conditions de l'aide (le secret professionnel, l'absence de confusion entre aide et contrôle), le refus des raisonnements ou des outils qui fonctionnent comme un effet de destin (comme le dossier social électronique) et donc cautionnent toutes les logiques de reproduction. La transversalité des enjeux est un élément clé de la coalition et de la mobilisation possible.

Il n'est peut-être pas incongru à ce sujet de dire que les agents sociaux et éducatifs peuvent puiser dans l'énergie souvent énorme que mettent les bénéficiaires à concilier les multiples exigences qui pèsent sur leur vie du fait de l'éclatement en « cases » bureaucratiques des interventions dont ils font l'objet une incitation et un soutien à dépasser les frontières de leurs missions et de leurs territoires pour construire des alliances qui leur permettent une mobilisation effective.

QUELLE LECTURE DU PARADOXE DU TRAVAIL SOCIAL ET ÉDUCATIF ?

Le caractère paradoxal de ce travail est souvent mis en avant, mais de multiples manières. Par exemple la capacité des agents à « bricoler » des solutions peut être présenté comme une réussite et un échec (y arriver cautionnerait l'absence de moyens dont souffrent ces secteurs).

En la matière, il nous semble que la lecture de Pierre Bourdieu mérite d'être prise en compte.

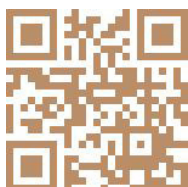
Pour lui, le paradoxe consiste dans le fait que les partisans de « l'ordre ancien » (de la civilisation du public, de la redistribution, de la coopération et de la solidarité) empêchent la société de sombrer dans le chaos, mais en même temps masquent en partie les effets catastrophiques de l'orientation néolibérale dans laquelle nous nous enfonçons.

« La transition vers le « libéralisme » s'accomplit de manière insensible, donc imperceptible, comme la dérive des continents, cachant ainsi aux regards ses effets les plus terribles. Effets qui se trouvent aussi dissimulés, paradoxalement, par les résistances qu'il suscite, dès maintenant, de la part de ceux qui défendent l'ordre ancien en puisant dans les ressources qu'il recelait, dans les modèles juridiques ou pratiques d'assistance et de solidarité qu'il proposait, dans les habitus qu'il favorisait (chez les infirmières, les assistantes sociales, etc.), bref dans les réserves de capital social qui protègent tout une partie de l'ordre social présent de la chute dans l'anomie. »³

3 P. Bourdieu, *op.cit.*, p. 117.

Mais il est possible de sortir de ce paradoxe « par le haut » en insistant sur les capacités de résistance que « l'ordre ancien » peut mettre au service de la définition d'un nouveau modèle de société, pour autant qu'il se rende capable de déconstruire les concepts et modèles que l'on veut lui imposer comme l'incarnation même de la « modernité » et, nous l'avons dit, pour autant que ses agents se rendent capables de déceler, de nommer et de faire vivre des enjeux communs, transversaux.

Pour autant, il leur appartient de sortir d'une représentation et d'un discours de l'impuissance et d'éviter de céder à la tentation dénoncée par B. Noël : « Le seul moyen de prouver qu'on ne peut vaincre est de se faire battre. »⁴



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Travail éducatif et social et précarité », *Intermag.be*, [en ligne], Analyses et études RTA asbl, décembre 2015, URL : www.intermag.be/541.